

Brochure n° 3327 | Convention collective nationale

IDCC : **2697** | **PERSONNELS DES STRUCTURES ASSOCIATIVES  
CYNÉGÉTIQUES**

**Avenant n° 4 du 8 décembre 2022**  
relatif au régime de prévoyance décès incapacité invalidité

NOR : ASET2350004M

IDCC : 2697

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SNCF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**UPTEC UNSA ;**

**SNPFDC FGTA FO,**

d'autre part,

Après avoir relevé que :

- le 7 décembre 2006, un accord collectif professionnel relatif au régime prévoyance décès-incapacité-invalidité relevant de la convention collective nationale des personnels des structures associatives cynégétiques a été signé par les parties, en application de l'article 5.3 de la convention collective et modifié par avenants en date du 27 mars 2012, 6 février 2013, 6 décembre 2013 ;
- et après consultation et décision de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPINI).

Il a donc été décidé et convenu ce qui suit, en application de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale :

**Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application**

L'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » de l'accord du 7 décembre 2006 est révisé et remplacé par les dispositions suivantes :

**« 1.1. Champ d'application**

Le présent accord s'applique aux personnels des fédérations régionales, départementales et interdépartementales ainsi qu'à ceux des associations et groupements ayant une activité d'ordre cynégétique employant du personnel et dont les ressources de fonctionnement proviennent pour plus de 75 % des subventions versées par une ou plusieurs fédérations départementales, régionales et nationale des chasseurs. Ces organismes sont désignés par les termes "les (ou des) fédérations".

La fédération nationale des chasseurs de France, la fondation nationale pour la protection des habitats de la faune sauvage, l'union nationale des fédérations départementales de chasseurs et le syndicat national des chasseurs de France sont désignés par les termes "les organismes nationaux".

## 1.2. Bénéficiaires et adhésion obligatoire

L'adhésion est obligatoire pour tous les salariés, sans condition d'ancienneté.

## 1.3. Salariés dont le contrat de travail est suspendu

Conformément à la doctrine administrative, l'adhésion des salariés est maintenue en cas de suspension indemnisée de leur contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, ce qui vise notamment :

- les périodes de suspension du contrat de travail liées à une maladie, une maternité, à un accident donnant lieu à un maintien total ou partiel de salaire, ou au versement d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers ;
- les périodes indemnisées d'activité partielle et d'activité partielle de longue durée, ainsi que les périodes de congé rémunéré par l'employeur, à savoir notamment les congés de reclassement ou de mobilité.

L'assiette à retenir pour le calcul des cotisations et des prestations est celle du montant de l'indemnisation versée dans le cadre de la suspension du contrat (indemnité légale, le cas échéant, complétée d'une indemnisation complémentaire ou conventionnelle versée par l'employeur).

L'employeur et le salarié verseront leur contribution selon les règles applicables à la catégorie de personnel dont relève le salarié avec application de l'assiette de cotisations prévue par le contrat d'assurance dans le respect de la doctrine administrative.

Les salariés dont le contrat de travail est suspendu et qui ne bénéficient d'aucun maintien de salaire ni perception d'indemnités journalières, ni d'un revenu de remplacement versé par l'employeur, ne bénéficieront pas du maintien du régime. Toutefois, ces salariés auront la possibilité de continuer à adhérer au régime, pendant cette période la période de suspension de leur contrat de travail, sous réserve de s'acquitter de l'intégralité de la cotisation (part patronale et part salariale). »

## Article 2 | Taux de cotisations

Le tableau figurant à l'article 4 de l'accord du 7 décembre 2006, tel que modifié par les avenants n° 1, 2, 3 est révisé de la manière suivante :

« À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les taux de cotisation au régime de prévoyance sont les suivants :

### ■ Personnel non-cadre :

2,07 % sur la tranche du salaire comprise entre 0 et 4 fois le montant du plafond de la sécurité sociale.

### ■ Personnel cadre :

- 1,85 % sur la tranche du salaire comprise entre 0 et 1 fois le montant du plafond de la sécurité sociale ;
- 2,25 % sur la tranche du salaire brut soumis à cotisations comprise entre 1 et 8 fois le montant du plafond de la sécurité sociale.

Le salaire pris en compte s'entend comme la rémunération telle que retenue pour le calcul des cotisations et contributions de sécurité sociale à l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale. »

### **Article 3 | *Organisme assureur***

L'article 4 de l'accord du 7 décembre 2006, tel que modifié par l'avenant 3 est révisé de la manière suivante :

« L'organisme assureur labellisé par les partenaires sociaux pour assurer l'offre de référence prise en application du présent accord est la société d'assurance AXA.

Les garanties telles qu'en vigueur à la date de prise d'effet du présent régime sont résumées, à titre d'information, dans le tableau des garanties. Toutefois, elles ne constituent pas un engagement pour l'entreprise qui n'est tenue qu'au seul paiement des cotisations et, *a minima*, au respect de ses obligations légales et réglementaires en vigueur. Elles relèvent, en conséquence, de la seule responsabilité de l'organisme assureur tout comme les modalités, limitations et exclusions de garantie. »

### **Article 4 | *Révision du choix de l'organisme assureur***

L'article 7 de l'accord du 7 décembre 2006 est révisé de la manière suivante :

« La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation devra, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans, réexaminer le choix de l'organisme assureur et de l'intermédiaire gestionnaire désignés. À cet effet, elle se réunira 6 mois avant l'échéance, à l'initiative de la partie la plus diligente. Ces dispositions n'interdisent pas, avant cette date, la modification, la résiliation ou le non-renouvellement, par accord paritaire, de l'un ou de la totalité des différents contrats de garanties collectives. Un nouvel accord matérialisera le changement d'organisme assureur ou d'intermédiaire et la souscription du nouveau contrat. »

### **Article 5 | *Dépôt et publicité***

Le présent avenant s'incorpore à l'accord du 7 décembre 2006 et est conclu pour une durée indéterminée. Il prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent avenant sera déposé, par la partie la plus diligente, en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes compétent.

Il pourra être révisé ou dénoncé dans les mêmes conditions que l'accord collectif du 7 décembre 2006 auquel il se rapporte (art. L. 2222-5, L. 2261-7 et suivants et L. 2222-6 et L. 2261-9 et suivants du code du travail), selon les modalités ci-après définies.

Chaque organisation syndicale signataire ou adhérente pourra demander à tout moment la révision du présent accord. La demande de révision doit être notifiée aux autres signataires et adhérents par lettre recommandée avec avis de réception.

La demande doit spécifier les articles auxquels elle s'applique et préciser le nouveau texte que la partie demanderesse propose d'y substituer, sous réserve du respect de l'article L. 2261-7 du code du travail.

Les négociations débiteront le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai de 2 mois après la date de réception de la demande de révision.

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) étudiera toute modification ou révision de l'accord.

Les modifications soumises à la CPPNI et décidées par celle-ci, devront donner lieu à des avenants, conclus conformément aux dispositions légales, qui se substitueront de plein droit aux dispositions du présent accord qu'ils modifient ou complètent.

Chaque partie signataire peut dénoncer le présent accord. La dénonciation par l'une des parties signataires doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires et faire l'objet d'un dépôt conformément aux dispositions du code du travail.

Cette dénonciation prendra effet 3 mois après réception de cette demande.

Si la dénonciation émane de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, l'accord dénoncé continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration du préavis de 3 mois.

*Fait à Issy-les-Moulineaux, le 8 décembre 2022.*

(Suivent les signatures.)

## Annexe Grille de garanties du régime prévoyance au 1<sup>er</sup> janvier 2021

### Salariés cadres et non cadres

GARANTIES INCAPACITE TEMPORAIRE DE TRAVAIL ET INVALIDITE PERMANENTE (en % des tranches A, B et C)	
Incapacité temporaire de travail	
Franchise	90 jours continus d'arrêt de travail
Montant de l'indemnité journalière	85% du salaire brut sous déduction des prestations SS ou MSA
Invalidité permanente (hors accident du travail ou maladie professionnelle)	
Invalidité 1 <sup>ère</sup> catégorie	54% du salaire
Invalidité 2 <sup>ème</sup> catégorie	90% du salaire
Invalidité 3 <sup>ème</sup> catégorie	90% du salaire
sous déduction des prestations SS ou MSA	
Invalidité permanente (en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle)	
Taux d'incapacité supérieur ou égal à 33% et inférieur à 66%	N/66 de la rente ci-dessous
Taux d'incapacité supérieur ou égal à 66%	90% du salaire sous déduction des prestations SS ou MSA
Aucune rente n'est servie si le taux d'invalidité est inférieur à 33%	

#### ■ Type d'invalidité :

- 1<sup>ère</sup> catégorie: invalide capable d'exercer une activité rémunérée
- 2<sup>ème</sup> catégorie: invalide absolument incapable d'exercer une profession quelconque,
- 3<sup>ème</sup> catégorie, : invalide qui, étant absolument incapable d'exercer une profession quelconque, est en outre, dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie.

GARANTIES DECES (en % des tranches A, B et C)	Option 1	Option 2 (avec conjoint mais sans enfant à charge)	Option 3 (sans conjoint mais avec enfant à charge)
Décès ou Perte Totale et Irreversible d'autonomie (PTIA) toutes causes			
Célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps sans enfant à charge	150%	-	-
Marié, pacsé, en concubinage sans enfant à charge	220%	420%	-
Marié, célibataire, veuf, divorcé, séparé de corps, concubin, pacsé avec 1 enfant à charge	290%	-	500%
Majoration par enfant à charge supplémentaire au-delà de 1	70%	-	70%
Décès ou Perte Totale et Irreversible d'autonomie (PTIA) par accident			
Capital supplémentaire au capital décès toutes causes	100% du capital décès toutes causes		
Rente éducation			
Jusqu'au 10 anniversaire de l'enfant	5%	-	5%
Du 11e au 17e anniversaire de l'enfant	10%		10%
Du 18e au 26e anniversaire de l'enfant, si poursuite d'études, contrat d'apprentissage ou contrat d'alternance	15%		15%
Rente de conjoint			
Rente temporaire (au bénéfice du conjoint, du partenaire lié par un PACS, du concubin)	0,50% du salaire (X-25)	0,50% du salaire (X-25)	-
Rente viagère (au bénéfice du conjoint, du partenaire lié par un PACS)	1% du salaire (65-X)	1% du salaire (65-X)	
Majoration par enfant	10% de la rente	10% de la rente	
Rente d'orphelin	50%	50%	
Garantie substitutive en cas de PTIA d'un assuré sans conjoint	100%	100%	
Double effet			
Décès simultané ou postérieur du conjoint, du partenaire lié par un PACS, ou du concubin	100% du capital décès toutes causes		